

† Tribune

Covid-19 : la grande leçon d'une pandémie

Dr. DIARRA Abdoulaye,
Représentant de l'OMS en Union des
Comores

† Les États insulaires et côtiers à l'avant-garde

LA DÉCLARATION DE MORONI POUR UNE ÉCONOMIE BLEUE ET UNE ACTION CLIMATIQUE AFRICAINE



Si les Comores sont connues sous le nom des îles aux parfums, la fleur d'ylang-ylang n'y est pas pour rien. Dans cet archipel de 800.000 habitants, baigné dans l'océan Indien, cette fleur à la senteur embaumante a longtemps été une source de revenu pour une partie de la population, en particulier les femmes, et un des principaux produits d'exportation du pays. Son exploitation artisanale, notamment par une distillation à base de bois de chauffe, interpelle sur l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature.

À l'ère du développement durable, et à un moment où les peuples puisent dans leur culture et leur authenticité l'essence pour bâtir un développement pérenne, la fleur d'ylang reste tout un symbole pour les Comores. Elle est en effet, une aspiration à la prospérité, et nous invite en même temps à réfléchir à la protection des écosystèmes, et donc de la planète. Elle fait partie du patrimoine culturel de tout un peuple, qui fait de la cohésion sociale et de la paix, un de ses principaux atouts.

Ylang info, est aussi le titre du bulletin d'information mensuel du Système des Nations Unies en Union des Comores, en hommage au patrimoine culturel comorien, et en subtil rappel du lien harmonieux que doit maintenir l'homme avec la nature.

Dans notre volonté de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable aux Comores, cet outil d'information constitue une passerelle avec le grand public, ainsi que les partenaires pour la diffusion des informations relatives aux actions des différentes agences du système des Nations Unies en Union des Comores, en appui au Gouvernement comorien et pour ne laisser personne de côté.

Ce bulletin d'information est publié par le Bureau du Coordonnateur résident pour le compte du système des Nations Unies aux Comores. Il a été produit par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme « Unis dans l'action » qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies aux Comores.

Pour toute demande d'information,

contactez : Bureau du Coordonnateur résident
Maison des Nations Unies, Hamramba Moroni
BP - 648 - Union des Comores

Email : ramatoulaye.moussamazou@un.org

Photo de couverture : © UNICEF COMORES / Julie Pudlowski

Équipe de pays des Nations Unies aux Comores





LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'ÉCONOMIE BLEUE

François Batingaya,
Coordonnateur Résident Système des Nations
Unies Comores

Des moments forts ont marqué l'actualité comorienne. Au mois de juin, les Comores ont hébergé une conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les États côtiers et insulaires à l'avant-garde. La capitale comorienne a ainsi réuni une trentaine de délégations de 12 pays côtiers et insulaires pour faire avancer l'économie bleue et l'action climatique en Afrique. Ce rendez-vous s'inscrit dans les grandes lignes de l'agenda de Son Excellence M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, dans le cadre de sa présidence en exercice de l'Union africaine. En effet, en prenant la tête de l'organisation continentale, Son Excellence M. Azali Assoumani a annoncé faire de l'économie bleue et la promotion des spécificités insulaires une des priorités de son mandat. Ce grand chantier de l'Union Africaine est également soutenu par le Système des Nations Unies et d'autres partenaires.

Cette rencontre a été marquée par l'adoption de la Déclaration de Moroni qui matérialise la reconnaissance et la prise en compte des spécificités des États insulaires et côtiers d'Afrique.

Des initiatives continentales telles que la Grande Muraille Bleue et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) y sont mentionnées, et j'ai n'ai pas de doute qu'elles seront des leviers incontournables pour une économie bleue positive qui bénéficie à tous, en particulier aux plus vulnérables.

Le second moment fort de l'actualité comorienne a été la progression des Comores au niveau 2 (Tier 2) en ce qui concerne le minimum de standard du Gouvernement américain pour l'élimination du trafic d'êtres humains. Ce passage définitif en Tier 2, après une année passée « sous observation », est une performance rare pour un pays. Cela témoigne des efforts significatifs fournis par le Gouvernement comorien et les partenaires pour lutter contre ce crime odieux et préserver la dignité humaine. À titre de rappel, aux modifications du Code pénal comorien et d'une loi sur la traite internationale des personnes entamées en 2021, avec l'appui des Nations Unies, s'est suivie la création d'une unité spéciale. Cette unité, unique en son genre, est au cœur de la réponse comorienne contre ce fléau ; elle est chargée d'enquêter et de poursuivre les cas de traite de personnes.

4 Édito

LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'ÉCONOMIE BLEUE

6 Actualités

6 Économie bleue et action climatique

LA DÉCLARATION DE MORONI POUR UNE ÉCONOMIE BLEUE ET UNE ACTION CLIMATIQUE AFRICAINE



8 Sécurité et migrations

UNE SÉRIE DE FORMATIONS SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES ET LA SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES



10 Tribune

COVID-19

LA GRANDE LEÇON D'UNE PANDÉMIE

Dr. DIARRA Abdoulaye

Représentant de l'OMS en Union des Comores



12 Histoire

Santé

DES ASSOCIATIONS LUTTENT CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

LA DÉCLARATION DE MORONI POUR UNE ÉCONOMIE BLEUE ET UNE ACTION CLIMATIQUE AFRICAINE

Par Ramatoulaye Moussa Mazou – BCR.

Les Comores ont hébergé la conférence interministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique au terme de laquelle la Déclaration de Moroni a été adoptée.



Du 12 au 14 juin, des délégations et représentants de 12 pays insulaires et côtiers d'Afrique, d'organisations régionales, internationales et partenaires au développement se sont réunis à Moroni, autour de la conférence interministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique ; «L'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les États insulaires et côtiers à l'avant-garde». Cette rencontre matérialise l'engagement des États insulaires africains dans la conduite d'un mouvement pour l'économie bleue et la résilience des océans et du climat. Au terme de 3 jours d'échanges techniques et de panels de discussions de haut niveau qui ont soldé les discussions et abouti à l'adoption de la Déclaration de Moroni. Elle fait appel à un nouveau partenariat qui impulsera le potentiel de l'économie bleue au bénéfice des populations, et qui permettra de freiner les effets du changement climatique.

Alors que la vulnérabilité de la région de l'océan Indien occidental aux effets du changement climatique et aux catastrophes n'est plus à démontrer, cette Déclaration dresse un tableau détaillé des défis communs aux États insulaires africains. Elle dresse également les opportunités qui se présentent. Parmi elles, l'initiative de la Grande Muraille bleue y est mentionnée comme un levier pour une économie bleue régénératrice qui bénéficierait à 70 millions de personnes d'ici 2030. « L'Afrique se trouve à un moment délicat de son histoire face aux changements climatiques. Les effets de ces derniers sont de plus en plus visibles avec le recul des glaciers et la montée des mers, basifications des océans et la répercussion sur la biodiversité marine. La conférence offre une occasion remarquable de prendre les engagements politiques forts de valoriser la collaboration et de s'attaquer ensemble à ces questions. » **a partagé le Président**

de la Commission de l'Union Africaine Moussa Faki Mahamat, présent pour l'évènement.



La Grande Muraille bleue se présente comme une économie positive pour le climat, la nature et les communautés insulaires et côtières. Déjà lors de la COP27 l'année dernière, plusieurs leaders africains avaient lancé un appel afin de soutenir plus solidement la Grande Muraille Bleue. Plus tôt la même année, la Déclaration de Kigali du Forum régional africain pour le développement durable appelait les pays africains à soutenir cette initiative.

La Déclaration de Moroni fait également fait mention de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour le développement de chaînes de valeur bleues régionales intégrées. La ZLECAf repose sur la coopération entre les États, les partenaires, et surtout le secteur privé. C'est un projet qui fait également partie des grands chantiers de l'Union Africaine soutenu par le Système des Nations Unies et d'autres partenaires.

“



Le Coordonnateur Résident, François Batalingaya, s'est exprimé au nom des Nations Unies en Union des Comores ainsi que des partenaires au développement des Comores. Il a rappelé l'inscription de cette conférence dans le cadre de la

Présidence comorienne l'Union Africaine, ainsi que le rôle de l'économie bleue comme "pierre angulaire" du développement des pays insulaires et côtiers.

INITIER LE « PROCESSUS DE MORONI »



En prenant la **présidence de l'Union Africaine en février dernier, le Chef de l'État comorien, Azali Assoumani**, avait placé l'économie bleue et la prise en compte des spécificités insulaires et côtières parmi les priorités de son mandat. Pendant cette conférence, les ministres et hauts-officiels de dix États insulaires et côtiers africain, le président de la Commission de l'Union africaine, le Directeur général par intérim de la Commission Économique pour l'Afrique, entre autres, ont tenu des échanges politiques avec le chef de l'État comorien et président en exercice de l'Union africaine. Ces concertations ont permis d'entamer le processus de Moroni, un cycle de plaidoyer qui place les États insulaires et côtiers au cœur de la recherche de solutions durables pour l'Économie bleue et l'action climatique africaine. Ce processus de Moroni va aussi permettre de porter la voix et les aspirations des pays insulaires aux échelles continentale et internationale, en particulier lors du Sommet mondial pour le nouveau pacte financier à Paris, ou encore la COP28 sur le climat.

Lors du dernier Sommet des Objectifs de développement durable, le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur António Guterres avait lancé un appel à l'accélération des efforts de développement et à «sauver» les ODD. Pour les pays insulaires et côtiers, il ne fait nul doute que la Déclaration de Moroni, du fait des opportunités et leviers qu'elle offre, permettra de contribuer à ce plan de sauvetage des ODD et à construire un monde meilleur qui ne laisse personne de côté.

UNE SÉRIE DE FORMATIONS SUR LES POLITIQUES MIGRATOIRES ET LA SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES

Par Sonia Rosi - OIM.



FORMATION EN POLITIQUE MIGRATOIRE ET FRAUDE DOCUMENTAIRE

Dans le cadre du projet « Renforcement des capacités du gouvernement de l'Union des Comores en matière d'élaboration d'une politique migratoire nationale » financé par IDF, l'OIM Comores a organisé une formation, au mois de juin à Ngazidja, sur le renforcement de la compréhension et de l'appropriation des outils existants en termes de gouvernance des migrations des 30 membres de la structure de consultation et suivi pour l'élaboration d'une politique migratoire nationale. Le curriculum a été basé sur les Éléments Essentiels de la Gestion des Migration (EMM2.0), programme phare de l'OIM en matière de gestion des migrations. Il fournit des ressources en ligne et une formation de base aux fonctionnaires gouvernementaux et à toutes les parties prenantes qui s'occupent de problématiques liées aux migrations. La formation présente les interactions entre différents domaines clés de la migration. Elle souligne aussi l'utilité pratique pour les responsables politiques des cadres normatifs internationaux tels que le Programme de développement durable 2030 et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Lors de cette formation, qui a été dispensée par des formateurs internes à l'OIM, les thèmes suivants ont été abordés: 1) le droit international de la migration,

2) les cadres politiques migratoires et migration à l'ordre du jour du développement, 3) l'alignement les politiques migratoires nationales et régionales sur les cadres mondiaux, 4) l'intégration des migrations dans la planification du développement, 5) la protection des droits des migrants (immigrés, émigrés), 6) migration, sécurité et gestion de frontières, 7) les éléments d'une politique migratoire saine, 8) genre et migration, 9) les étapes d'élaboration d'une politique migratoire.

L'ouverture et la clôture de la formation ont été faites en la présence du Directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, du Commissaire en charge de la diaspora représentant le ministère des Affaires étrangères ainsi que du Chef de Mission de l'OIM Madagascar et Comores.





Par ailleurs, des agents aux frontières des ports et des aéroports ont été formés sur l'analyse et l'identification de documents de voyage frauduleux et sur l'utilisation des machines d'analyse spectrale d'authentification des documents (Docubox) fournis par l'OIM au ministère de l'Intérieur de l'Union des Comores.

Cette formation, qui s'est également tenue à Mohéli, est réalisée dans le cadre du projet régional Southern African Migration Management (SAMM) financé par l'Union Européenne.

Les agents aux frontières des ports et des aéroports sont désormais en mesure de mieux analyser manuellement et visuellement les documents de voyage et d'identité. Ils sont également en mesure d'identifier les différents types de fraude documentaire existantes, et d'utiliser les machines d'analyse spectrale Docubox.

Cette formation, mise en œuvre par l'expert de l'OIM Comores en gestion des frontières et trafic illicite des

migrants et par l'expert technique international et conseiller sûreté et immigration de l'Ambassade de France, sera répliquée à Anjouan en juillet 2023.

Un pas de plus dans la lutte contre la traite des personnes et l'aide aux victimes

Au mois de juillet 2023, une communication officielle du Gouvernement américain notifiait le pays de sa progression au niveau 2 (Tier 2) en ce qui concerne le minimum de standard pour l'élimination du trafic d'êtres humains, après une année passée « sous observation ». Ce passage définitif en Tier 2, alors que le pays était en catégorie 3 en 2021, témoigne des efforts significatifs fournis par le Gouvernement comorien en 2 années pour répondre aux standards minimums ; une performance rare pour un pays.

COVID-19: LA GRANDE LEÇON D'UNE PANDÉMIE

Par Dr. DIARRA Abdoulaye – Représentant de l'OMS en Union des Comores .



mesures de restrictions, d'entrée et de sortie sur le territoire national, prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 sont levées. Une décision bien accueillie par la population et la diaspora comorienne surtout à la veille des grandes vacances et de la période des grands mariages.

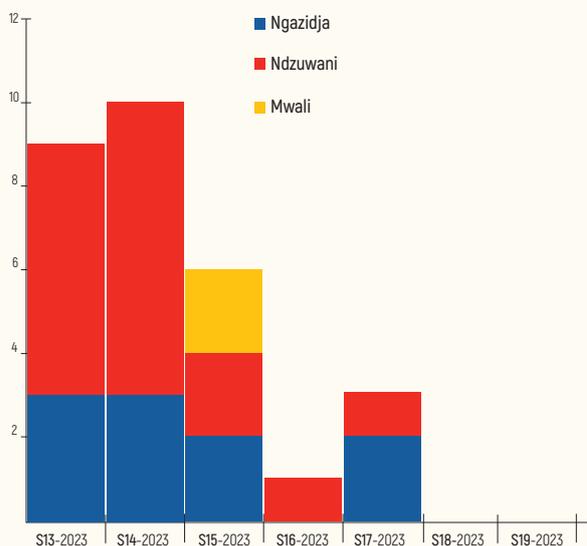
Comparaison des données de COVID-19 entre la S25 et la S26, 2023 selon les régions insulaire, en Union des Comores

Régions	S26-2023			S27-2023			Cumul		
	Cas	Décès	Guéris	Cas	Décès	Guéris	Cas	Décès	Guéris
Ngazidja	0	0	0	0	0	0	5421	92	5329
Ndzuwani	0	0	0	0	0	0	2478	36	2442
Mwali	0	0	0	0	0	0	1210	32	1178
Total	0	0	0	0	0	0	9109	160	8949

Au niveau national, aucun nouveau cas n'a été détecté sur les deux dernières semaines.

Source: Ministère de la Santé

Evolution hebdomadaire de cas de COVID-19 par région en Union des Comores, au cours des 15 dernières semaines, à la semaine 27 de l'année 2023



Semaines épidémiologiques

Source: Ministère de la Santé

Dans son point de presse tenu le 5 mai 2023, le Directeur Général de l'OMS a expliqué que depuis plus d'un an la pandémie de Covid-19 suit une tendance à la baisse, l'immunité de la population augmente en raison de la vaccination, la mortalité diminue et la pression sur les systèmes de santé s'atténue. « Cette tendance a permis à la plupart des pays de retrouver la vie telle que nous la connaissions avant la COVID-19 » a précisé le DG.

Après les analyses attentives des données, le Comité d'urgence et l'OMS ont trouvé opportun de réduire le niveau d'alerte. C'est dans ce contexte que le 4 mai 2023, le Comité d'urgence s'est réuni pour la 15ème fois et a recommandé au Directeur Général de l'OMS de déclarer la fin de l'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) relative à la Covid-19 déclenchée le 30 janvier 2020. C'est ainsi que le 5 mai 2023, le Dr Tedros Adhanom a déclaré « avec beaucoup d'espoir » la fin de la Covid-19 comme Urgence sanitaire de portée internationale.

Aux Comores, le 26 juin 2023, les ministres de la santé, des transports maritimes et aériens et celui de l'intérieur ont signé un arrêté conjoint indiquant que toutes les

Cependant, même si depuis la semaine 18 de l'année 2023 les Comores affichent 00 cas de Covid-19, il faut savoir que l'OMS recommande aux pays de ne pas baisser la garde, tout en passant du mode urgence à la gestion de la Covid-19 comme toute autre maladie infectieuse ; et à renforcer l'intégration du vaccin du vaccin contre la Covid-19 dans la vaccination de routine.

Les Comores ayant l'avantage d'être un pays insulaire, la mer constitue en soi une barrière naturelle de protection contre les risques de maladies à potentiel épidémique. C'est une des raisons qui ont fait que le pays fût parmi les derniers à avoir notifié le virus tardivement [30 avril 2020]. Néanmoins, la surveillance épidémiologique à partir des frontières et dans tous les districts sanitaires devrait continuer car elle reste le moyen le plus sûr pour détecter rapidement la réémergence de la maladie, surtout que la fin de l'USPPI ne signifie pas que la Covid-19 est complètement terminée. En effet, elle reste une menace pour la santé mondiale car dans certains endroits, des personnes continuent d'être prises en charge dans les structures sanitaires et des décès sont encore enregistrés dans plusieurs pays bien que moindre.

Ces trois dernières années de gestion de la pandémie de Covid-19 sont une leçon pour tous les pays mais également pour l'OMS. En sa qualité d'autorité directrice de la santé dans le monde au sein de l'ONU, l'Organisation mondiale de la Santé a coordonné la préparation et la réponse. Elle a aussi plaidé pour que tous les pays reçoivent le vaccin contre la Covid-19. Grâce à son leadership, le DG de l'OMS a réussi à renforcer la solidarité internationale pour que l'aide puisse être acheminée dans les pays. Dans un contexte de confinement et de fermeture des aéroports, l'OMS a su créer les ponts aériens d'urgence pour répondre aux appels des pays. C'est le cas des Comores, où le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique dirigé par Dr Moeti Matshidiso avait déployé un premier avion, en juin 2020, avec 14 experts venus renforcer les ressources humaines comoriennes dans la riposte contre la pandémie. Deux autres cargos ont acheminé des équipements et du matériels parmi lesquels les machines PCR les plus performantes pour permettre au pays de diagnostiquer en temps réel le virus sur place etc. Entre 2020 et 2022, une vingtaine de consultants internationaux ont intervenu aux Comores pour renforcer les capacités du personnel de santé national.

Il y a lieu de saluer la collaboration de tous les partenaires du secteur de la santé dans cette période de crise sanitaire. Les agences du système des Nations Unies ont accompagné les autorités nationales dans la gestion de la pandémie à tous les niveaux. Le président de l'Union des Comores plusieurs fois dans ses discours à la nation a remercié l'appui considérable et multiforme de l'OMS et de toutes les agences du système des Nations Unies durant cette période. Une reconnaissance dont celui qui est président en exercice de l'Union africaine a réitéré dans son discours prononcé le 21 mai 2023 à Genève à l'ouverture de l'Assemblée mondiale de la Santé.



Premier plan, de gauche à droite, le SG du ministère de la Santé et le Représentant de l'OMS à Tsembehou Anjouan

Il faut savoir que l'expérience des îles Comores dans la gestion de la riposte a également été documentée lors de la Revue intra action organisée par le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, tenue à Moroni en mars 2023.

Aujourd'hui, l'OMS célèbre son 75ème anniversaire depuis sa création et ses 48 ans de coopération avec les Comores. Le bureau pays continue à appuyer le ministère de la Santé dans ses efforts à renforcer son plan de préparation et de riposte aux maladies à potentiel épidémique telles que Ebola, la variole du singe et Marburg. Le laboratoire de l'INRAPE qui est devenue la référence dans le diagnostic de la Covid-19 aux Comores vient de recevoir les équipements nécessaires pour assurer le séquençage pour une surveillance génomique quotidienne. L'OMS a dépêché un spécialiste pour former une dizaine de techniciens du laboratoire de l'INRAPE sur le séquençage.

L'OMS encourage les CSD à renseigner leurs données afin de guider les analyses et décisions des responsables nationaux de la surveillance épidémiologique. Il en est de même pour la vaccination contre la Covid-19, devenue aujourd'hui un vaccin de routine dans les trois îles. Le bureau de la représentation de l'OMS aux Comores félicite et apprécie le dévouement de tous les acteurs impliqués dans la gestion de cette crise, en particulier le personnel de santé et de soins qui était en première ligne.



DES ASSOCIATIONS LUTTENT CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Par Ben Charafaine Abdillahi - OMS

Parmi les projets ayant reçu des subventions de l'OMS cette année dans le cadre de leur partenariat avec les Organisations de la société civile figurent les ONG CAP d'Anjouan et FADESIM de Mohéli. La première association porte comme projet la prévention de l'hypertension, du diabète et des dangers de la consommation des produits psychotropes des jeunes par des activités de soutien et de sensibilisation communautaire.

Dans la semaine du 4 au 8 juillet 2023 une mission de supervision conjointe de l'OMS et du ministère de la Santé a eu lieu à Ouani, ville où siège l'ONG CAP. Les membres de l'association et leurs collaborateurs du projet notamment les mobilisateurs, ont suivi des formations sur la gestion du projet et la prévention contre l'exploitation, les abus et harcèlements sexuels. Une journée sportive a eu lieu au stade de Ouani mobilisant une centaine de personnes, tout âge et genre confondus. 78 personnes ont ensuite bénéficié

de test gratuit de leur taux de glycémie. Elles ont aussi mesuré leur tension artérielle avant de faire la marche et de jouer à un match de football organisé par le comité du projet de CAP en présence de l'OMS et du ministère de la Santé. Les hommes aussi ont eu une demi-heure de football.

Madame Roukia Mohamed, la soixantaine, résidente de Ouani et ancienne hôtelière, a fait part des raisons de sa présence à la journée sportive. « Cela fait des années que je n'ai pas pratiqué du sport. Je transpire rarement et je me suis toujours demandé pourquoi. Lorsque j'ai entendu l'organisation d'une marche sportive et d'un match de foot ouvert à tous les âges, je m'y suis présentée. J'ai aussi pris connaissance de mon taux de glycémie, le niveau de ma tension artérielle et surtout des connaissances sur comment prévenir le diabète », a-t-elle expliqué. Mme Roukia, après une demi-heure à jouer au football, est revenue satisfaite. « J'ai de la sueur, je ne suis pas essouffée et je me sens en forme, comme si mes organes se réveillaient après des années au repos », se réjouit la mamie.

L'ONG CAP, soutenue par le Dr Saïd Nouridine médecin

formé sur les facteurs de risques cardio-vasculaire majeurs, a fait renaître chez les femmes de la ville de Ouani l'esprit sportive et de la solidarité. « Nous avons besoin de nous retrouver et partager quelque chose, et puisque le sport nous permet de rester en bonne santé et de nous rassembler, nous n'allons pas arrêter après cette journée », a ainsi déclaré Madame Camaria, la coordinatrice du projet CAP. En effet, les femmes présentes ont décidé de revenir tous les dimanches, pour un sport matinal.

La mission de supervision conjointe conduite par l'OMS et le ministère de la Santé s'est ensuite rendue à Mohéli du 10 au 13 juillet, à la rencontre de l'ONG FADESIM. Le projet porté par FADESIM se concentre sur la réduction des maladies non transmissibles par une bonne sécurité alimentaire. Mme Hania Soibaha Mdéré, Coordinatrice du projet, explique que les activités prévues vont contribuer à la sécurité et la salubrité des produits alimentaires sur l'île. Cette visite a été l'occasion pour les partenaires de rencontrer une partie des coopératives agricoles bénéficiaires du projet. "NYORA NDJEMA" et "NIYA MOJA", deux coopératives qui pratiquent l'horticulture maraîchère dans les hauteurs de la ville de Fomboni, ont manifesté leur reconnaissance envers les initiateurs de cet appui qui, selon leur témoignage, leur sera très utile.

Les membres de FADESIM ont aussi reçu une formation sur la gestion du projet, le rapportage des activités et la prévention contre l'exploitation, les abus et harcèlement sexuels.

Le 11 juillet sur initiative de la FADESIM, plusieurs comités communautaires avec l'appui de l'Unité des pompiers de la DGSC ont procédé à une opération de nettoyage du plus grand marché de l'île à Fomboni qui a retrouvé ses conditions d'hygiène. Les vendeuses et vendeurs du marché ont également apporté leur soutien. La police a déployé quelques éléments pour mieux gérer la circulation autour du marché.

« Nous remercions l'ONG FADESIM ainsi que leurs partenaires pour cette initiative de journée propre au marché de Fomboni. Moi j'y travaille depuis plusieurs années. Ce n'est pas facile de vivre dans un environnement insalubre, on risque d'être malade et nos clients aussi », a déclaré Monsieur Daniel Baco, vendeur du marché de Fomboni. « Nous faisons des efforts mais ce n'est pas assez. Nous avons aujourd'hui l'appui de

FADESIM et des pompiers, c'est bien, mais avec la mairie nous devrions déjà réfléchir sur la préservation de la propreté de ce lieu. Je rappelle que tous les mohéliens viennent ici, au marché de Fomboni. Si une maladie prend naissance ici, c'est toute l'île qui en souffrira. Nettoyer c'est bien mais réfléchissons pour la suite" a-t-il prévenu.

Même sonorité pour sa voisine Mme Soiyhati Bacar qui se dit contente de travailler dans un environnement propre. « Le nettoyage est bien fait, il n'y a plus de mauvaises odeurs ni des mouches et je peux vendre mes marchandises dans un cadre propre. Je remercie les membres de l'ONG FADESIM et l'OMS Comores pour cette initiative. J'ai vu les pompiers arriver avec leur camion-citerne, les pompiers se sont beaucoup mobilisés pour nous assister aujourd'hui. De bon matin ils ont rendu cet endroit vivable. Et la bonne nouvelle c'est que je n'ai pas perdu ma journée, je suis là avec ma marchandise, je peux accueillir mes clients fidèles ».

Pour rappel, les projets de CAP et FADESIM prendront fin le 31 décembre. Au total, l'OMS a subventionné au total 5 OSC pour un montant de 55 889 875 KMF. CAP et FADESIM ont respectivement demandé et reçu respectivement 7 256 250 KMF et 12 912 000 KMF.



À droite, Mme Roukia Mohamed, à la marche organisée par ONG CAP à Ouani Anjouan



SEPTEMBRE

05

Journée internationale de la charité (A/RES/67/105)

07

Journée internationale de la coopération policière
(A/RES/77/241)

07

Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus
(A/RES/74/212)

08

Journée internationale de l'alphabétisation
(UNESCO 14 C/Resolution 1.441)

09

Journée internationale pour la protection de l'éducation
contre les attaques (A/RES/74/275)

12

Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
(A/RES/58/220)

15

Journée internationale de la démocratie (A/RES/62/7)

16

Journée internationale de la cardiologie interventionnelle
(A/RES/76/302)

16

Journée internationale de la protection de la couche
d'ozone (A/RES/49/114)

17

Journée mondiale de la sécurité des patients

18

Journée internationale de l'égalité de rémunération
(A/RES/74/142)

21

Journée internationale de la paix (A/RES/36/67 &)

23

Journée internationale des langues des signes
(A/RES/72/161)

26

Journée internationale pour l'élimination totale des armes
nucléaires (A/RES/68/32)

27

Journée mondiale du tourisme

28

Journée internationale de l'accès universel à l'information
(A/RES/74/5)

30

Journée mondiale de la mer

29

Journée internationale de sensibilisation aux pertes et
gaspillages de nourriture (A/RES/74/209)

30

Journée internationale de la traduction (A/RES/71/288)

AOÛT

01

Semaine mondiale de l'allaitement maternel

09

Journée internationale des peuples autochtones
(A/RES/49/214)

11

Journée mondiale du steel pan (A/RES/77/316)

12

Journée internationale de la jeunesse (A/RES/54/120)

19

Journée mondiale de l'aide humanitaire (A/RES/63/139)

21

Journée internationale du souvenir, en hommage aux
victimes du terrorisme (A/RES/72/165)

22

Journée internationale de commémoration des
personnes victimes de violences en raison de leur
religion ou de leurs convictions (A/RES/73/296)

23

Journée internationale du souvenir de la traite négrière
et de son abolition (UNESCO 29 C/Resolution 40)

29

Journée internationale contre les essais nucléaires
(A/RES/64/35)

30

Journée internationale des victimes de disparition
forcée (A/RES/65/209)

31

Journée internationale des personnes d'ascendance
africaine (A/RES/75/170)

CÉLÉBRONS

#JeunesseEnAvant



COMME AGENTS DE CHANGEMENT

POUR LES OBJECTIFS MONDIAUX



Célébration de la Journée
internationale de
la jeunesse
Août 2023

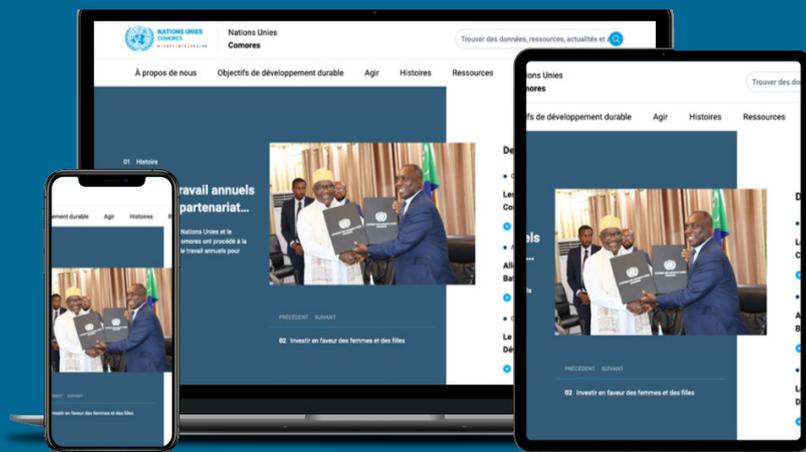


Nations Unies
Bureau de l'Envoyée du
Secrétaire général pour la jeunesse

Retrouvez

toute l'actualité du Système des
Nations Unies aux Comores en
ligne.

www.comoros.un.org





NATIONS UNIES
COMORES

